|  |  |
| --- | --- |
| Le 29 mai 2012 | May 29, 2012 |
| À toutes les sections locales  | To All Locals |
| Objet : **Demande de solidarité – urgent**  **Aide pour la défense juridique du** **mouvement étudiant du Québec**  | Re: **Urgent Solidarity Request** **Legal Defense Needed for Quebec Students** |
| Un mouvement spectaculaire contre la hausse des droits de scolarité est en cours au Québec. Des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour manifester leur appui aux étudiantes et étudiants. Il y a eu des milliers d’arrestations. Jean Charest a adopté une loi draconienne pour tenter d’écraser le mouvement. La loi 78 supprime le droit de rassemblement pacifique et impose de lourdes amendes aux associations étudiantes et à ceux et celles qui participent aux manifestations « illégales ».  | A spectacular movement is underway in Quebec against rising tuition fees. Hundreds of thousands have marched in the streets in support of the students. Thousands have been arrested. Jean Charest has brought in draconian legislation to try to crush the movement. Bill 78 removes the right of peaceful assembly and imposes massive fines on student unions and individuals who participate in “illegal” demonstrations. |
| Malgré la violence policière de plus en plus intense et les attaques législatives, ce qui était au début une lutte contre la hausse des frais de scolarité est devenu une lutte populaire pour l’équité, la justice sociale et les droits démocratiques fondamentaux, y compris le droit de se réunir et d’exprimer sa dissidence. | Despite intensifying police violence and legislative attacks, what began as a fight over student debt has grown to into a popular struggle for equality, social justice and basic democratic rights, including the right to public assembly and dissent. |
| Les étudiantes et étudiants du Québec ont allumé le feu de la contestation. Ce que le gouvernement et la classe dirigeante craignent le plus, c’est que les flammes de la révolte se propagent au reste du Canada. La situation dans les villes et villages du Québec ne diffère pas de celle qui règne dans les communautés et les lieux de travail partout au pays. Pendant que les grandes entreprises et les bien-nantis bénéficient d’allégements fiscaux toujours plus importants et de cadeaux de la part du gouvernement, on demande aux pauvres, aux travailleuses et travailleurs et aux étudiantes et étudiants de payer la facture.  | If Quebec students have lit the fire, what the government and ruling class fear the most is that the flames will spread across Canada. What’s happening in the cities and towns of Quebec is happening in our own communities and workplaces. While corporations and the rich get increased tax breaks and government handouts, poor people, workers, and students are asked to foot the bill. …/2 |
| Nous menons le même combat. Et le soulèvement populaire québécois nous rappelle que si nous nous organisons et ripostons, nous pouvons gagner. | It’s one struggle. And the uprising in Quebec has reminded us that if we organize and fight back, we can win. |
| En réponse au soulèvement populaire, le gouvernement québécois a adopté la loi 78, une mesure législative incroyablement répressive qui viole les libertés fondamentales de réunion, d’association et d’expression.  | In response to the popular uprising, the Quebec government passed Bill 78, an incredibly repressive piece of legislation that violates basic freedoms of association, assembly, and expression.  |
| La loi 78 établit des contrôles strictes en matière de manifestations (où, quand, comment) et elle impose des amendes importantes aux gens qui se réunissent pour exprimer leur dissidence. Toute manifestation qui n’a pas été organisée en coordination directe avec la police est déclarée illégale, et les « organisateurs » ou les organisations qui y prennent part peuvent alors se voir imposer d’énormes amendes pouvant atteindre 250 000 $ dans certains cas. De plus, toute personne qui exprime son appui pour une manifestation qui contrevient à la loi 78 fait face à une amende de 35 000 $. Pour leur part, les organisations qui expriment un tel appui sont menacées d’une amende de 125 000 $. | Bill 78 puts tight controls on where, when, and how people can demonstrate, and imposes significant fines on people who come together to express dissent. Any demonstration not coordinated directly with the police is illegal, and any ‘leaders’ or organizations taking part can face enormous fines, in some cases as high as two hundred and fifty thousand dollars. Further, any individual expressing support for a demonstration deemed in violation of Bill 78 can face a fine of thirty-five thousand dollars, with organizations facing fines of one hundred and twenty-five thousand dollars. |
| L’appui en faveur du mouvement continue de grandir. Le 22 mai, près d’un demi-million de personnes ont défilé dans les rues de Montréal pour appuyer la grève étudiante et s’opposer à la loi 78. Parce qu’elle n’avait pas été approuvée par la police, la manifestation était donc illégale. Il s’agit de l’acte de désobéissance civile le plus important de toute l’histoire du Canada. | Support for the struggle continues to grow. On May 22nd, nearly 500,000 people marched in the streets of Montreal in solidarity with the Quebec student strike and in opposition to Bill 78. As the march was not approved by the police, and therefore illegal, the event has become known as the largest act of civil disobedience in Canadian history. |
| La loi 78 viole plusieurs articles de la *Charte canadienne des droits et libertés* et fait déjà l’objet d’une contestation devant les tribunaux. | Bill 78 violates a number of sections of the *Charter of Rights and Freedoms*, and is already being challenged in court. |
| Les factures juridiques grossissent en même temps que le mouvement s’intensifie. Il y a un besoin urgent de fonds pour assurer la défense juridique des manifestants. Nous prions les sections locales de bien vouloir contribuer au comité de défense juridique de la CLASSE. . | As the movement grows, so do the legal bills. There is an urgent need for legal defense money. We urge locals to contribute to CLASSE’s legal committee to help cover these costs.…/3 |
| **Faites parvenir votre don à :****Association pour une solidarité syndicale étudiante****2065, rue Parthenais, bureau 383****Montréal (Québec) H2K 3T1****au soin du « Comité de défense juridique de la CLASSE ».**  | **Send your donation directly to the order of:****Association pour une solidarité syndicale étudiante****2065 Parthenais Street, Suite 383****Montreal, QC H2K 3T1****noting "CLASSE Legal Committee" in the memo line.** |
| Nous encourageons aussi les membres à manifester leur solidarité d’autres façons. Le carré rouge est tiré de l’expression « carrément dans le rouge ». Au début, il symbolisait la lutte contre l’endettement des étudiantes et étudiants, mais il en est venu à représenter la résistance populaire aux mesures d’austérité. Nous demandons aux membres d’afficher leur appui en portant le carré rouge. Nous pouvons aussi appuyer le mouvement en organisant des réunions dans nos collectivités et en prenant part aux manifestations qui s’y déroulent.  | We also encourage members to take other actions of solidarity with the student movement. The red square comes from the French expression “carrément dans le rouge” meaning “financially in the red”. While originally a symbol of the fight against student debt, it has since become a sign of popular resistance to austerity. We ask members to wear red squares to show their support. We can also support the movement by organizing and attending meetings and demonstrations our communities. |
| Le palier national du Syndicat a contribué au fonds de défense de la CLASSE et encourage les sections locales à faire de même.  | The national union has contributed and encourages locals to contribute as well. |
| H:\CUPW_COMMON\Signatures - Electronic\Denis_Lemelin.jpeg.jpgSolidarité, / In Solidarity,Denis LemelinPrésident national / National President |
| cc. Comité exécutif national / National Executive Committee Comités exécutifs régionaux / Regional Executive Committees  Permanentes et permanents syndicaux nationaux / National Union Representatives  Permanentes et permanents syndicaux régionaux / Regional Union Representatives Comité de transition / Transition Committee Comité de l’annexe « AA » / AA Committee Spécialistes / Specialists Comité de négociation de l’unité urbaine / Urban Operations Negotiators Comité de négociation de l’unité des FFRS / RSMC Negotiators |

/rgcope225 *ab/scfp 1979*